

Elena CAMPBELL, *The Muslim question and Russian imperial governance*, Bloomington : Indiana University Press, 2015, 298 p.

Par Xavier HALLEZ

CETOBAC (EHESS), Paris

Elena Campbell (département d'histoire de l'Université de Washington) publie sa première monographie après de nombreux articles traitant divers aspects des relations entre les autorités impériales, l'église orthodoxe et les musulmans en Russie. Cet ouvrage éclaire de manière remarquable l'apparition d'une notion essentielle, la question musulmane en Russie, et l'évolution de son contenu du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la veille de la révolution de 1917. Son travail ne traite pas du monde musulman russe à proprement parler, mais de sa perception par les milieux officiels, religieux et intellectuels russes ainsi que des débats et des politiques mises en œuvre à son sujet.

L'ouvrage est conçu de deux parties chronologiques, chacune divisée en des chapitres thématiques. La première période marquée par la défaite de la guerre de Crimée et les grandes réformes des années 1860 voit la naissance de la question musulmane et son articulation autour de quelques thèmes. La seconde période s'insère entre les révolutions de 1905 et de 1917. Le contenu précédent se déplace vers une thématique plus politique et une attention portée aux mouvements progressistes musulmans. Chaque chapitre est introduit par un rappel historique, permettant de saisir le contexte dans lequel évolue l'élément traité.

L'auteur met parfaitement en évidence l'interconnexion entre la question musulmane et le contexte général aussi bien international qu'intérieur. Construite sur le modèle de la question polonaise, elle ne fut jamais pensée *per se*. Son apparition fut liée à la défaite en Crimée de 1856 et aux réformes impériales des années 1860. Les guerres russo-ottomanes, puis la guerre des Balkans et la Première Guerre mondiale influèrent largement dans son traitement. De même, la modernisation de l'empire et le débat sur l'identité russe et la place de l'orthodoxie se répercutèrent directement sur la question musulmane. Celle-ci se présenta comme une réaction à des situations problématiques, sans que la condition des musulmans ne soit l'enjeu premier des politiques mises en place. La méconnaissance du monde musulman russe par les autorités tsaristes et les milieux intellectuels de l'empire est rappelée à de nombreuses reprises. Elle s'accompagna de contradictions permanentes et de l'incapacité du pouvoir impérial à définir une politique globale vis-à-vis des musulmans.

La richesse du travail de Campbell réside, par ailleurs, dans la présentation d'un débat très dense, dans lequel les opinions les plus diverses s'entrechoquèrent tout au long de la période étudiée. Il est par contre dommage que l'évolution des

positions et les conflits des administrations impliquées ne soient pas mieux mis en valeur. De même, l'auteur laisse penser que le gouvernement se trouvait dans une position d'arbitre entre plusieurs politiques proposées par ses administrations. Hormis l'approche de certains gouverneurs et de ministres, l'opinion du tsar ou des plus hauts dignitaires du régime n'apparaît pas clairement. Il est vrai que la question musulmane n'était pas au cœur de leurs préoccupations et que l'action du gouvernement s'illustra par son incapacité à choisir une ligne politique. Les contradictions du régime tsariste sont bien résumées par l'auteur : « Governing the empire by means of the confessional system in which the state attempted to be both the guarantor of orthodoxy's dominant position and the protector of Islam, while also playing the role of supreme interpreter and arbitrator of conflicting interests, turned out to be a formidable task, especially in the face of the multiple challenges of cultural, social and political modernization after 1861 » (p. 217).

La première interrogation du pouvoir tsariste concernait la loyauté des musulmans envers la Russie et le tsar face à l'Empire ottoman. Le phénomène d'apostasie des Tatars christianisés et la modernisation de l'empire posèrent ensuite le problème de ce que l'auteur nomme « alienation », soit l'absence de relations et de valeurs partagées entre musulmans et Russes. La question musulmane se formula rapidement autour de la résistance à une assimilation qui produisit le sentiment d'une extrême vitalité de l'islam dans de nombreux milieux russes, notamment orthodoxes. En ce sens, la conquête des régions musulmanes du Caucase et de l'Asie centrale rendit la question musulmane encore plus sensible. Elle s'orienta sur le danger potentiel pour l'État russe, que représentaient les musulmans, et sur l'islamisation ou la « tatarisation » des populations non-russes.

Le constat d'une permanence de l'isolement des musulmans de la population russe était associé à la vision d'un islam convertissant les populations non-russes et donc plus attractif que l'orthodoxie et le modèle russe. Les principaux acteurs de cette islamisation étaient, aux yeux des Russes, les Tatars, ce qui donna naissance au spectre de la « tatarisation ». Des mesures furent prises pour la contrecarrer et réduire l'influence des Tatars et plus généralement des musulmans progressistes perçus comme les plus dangereux pour la stabilité de l'empire.

En même temps, le gouvernement russe ne considéra jamais les musulmans comme des citoyens à part entière et s'en défia toujours. Pourtant, la grande majorité des rapports ou enquêtes, qui se succédèrent pendant toute la période, révélaient l'absence de courant d'opposition au tsarisme ou de séparatisme. La loyauté des musulmans était le plus souvent soulignée. En 1905, les musulmans furent bien moins actifs dans les événements révolutionnaires que d'autres minorités de l'empire. La maxime du pouvoir russe fut néanmoins : « The movement has not been observed, but the danger is always there » (p.188). Ce fut particulièrement le cas entre 1910 et 1913, quand le Ministère de l'intérieur s'inquiéta de la diffusion du panturkisme et du panislamisme.

Après trois ans de surveillance, rien ne permit de démontrer sa présence. La première guerre mondiale présenta une situation analogue. Le chapitre consacré à cet épisode est toutefois moins convaincant que les autres. Le débat essentiel sur l'intégration dans l'armée des musulmans n'y est pratiquement pas abordé.

L'ouvrage s'attarde aussi sur deux acteurs essentiels du débat sur la question musulmane : l'église orthodoxe et la figure particulière de Nikolai Il'minskii (1821-1891). L'église orthodoxe et certains milieux russes représentaient l'islam comme un ennemi de la Russie et de l'orthodoxie et une imposture religieuse. Ils étaient convaincus de la menace d'une « invasion de l'islam » et de la duplicité des musulmans, dont la loyauté ne pouvait être que feinte. Ils dénoncèrent un mouvement d'islamisation qui mettait en péril le caractère orthodoxe de la Russie. Tout en appelant à combattre l'islam, ce courant promouvait auprès du gouvernement une politique de contrôle étroit des institutions musulmanes et des croyants.

Il'minskii adopta un point de vue complètement différent. Il développa un système pour l'éducation des non-russes reposant sur un enseignement par des instituteurs autochtones et dans les langues maternelles, tout en utilisant le cyrillique et en transmettant ce qu'il appelait les valeurs universelles de l'Occident. Il reconnaissait la quasi-impossibilité de changer les convictions religieuses des musulmans, mais il espérait une christianisation sur le long terme. En parallèle, Il'minskii proposa de se servir des écoles musulmanes et de l'organisation du clergé musulman comme d'un modèle pour les écoles russes et l'église orthodoxe. Il y voyait une relation plus directe entre l'église et les croyants et un système pédagogique non institutionnalisé et indépendant de l'État répondant mieux aux enjeux de la modernisation. Il'minskii s'opposait ainsi à tout contrôle officiel des écoles ou du clergé musulmans. Sa doctrine inspira la politique du premier gouverneur-général du Turkestan qui se fonda sur le principe d'une ignorance de l'islam : aucune intervention dans la vie religieuse et aucun statut officiel pour le clergé musulman.

La description des définitions successives de la question musulmane remet en perspective de nombreuses idées reçues sur le monde musulman russe. La notion de l'arriération des musulmans, largement mobilisée durant la période soviétique et présente aussi dans l'historiographie, reposait sur la conviction d'une supériorité de l'orthodoxie et des valeurs occidentales définies comme universelles. Comme le montre l'auteur, de nombreux officiels russes étaient toutefois conscients d'un niveau culturel équivalent des musulmans et des Russes, qui étaient tous autant touchés par le fossé entre les élites éduquées et la majorité de la population. Certains observateurs estimaient même que la situation était plus favorable dans le système éducatif musulman.

Il est aussi souvent noté que les Kazakhs n'étaient pas « réellement » musulmans. Cette acceptation, largement usitée par la suite, prend son origine dans la perception

d'un danger d'islamisation et dans le discours d'Il'minskii. Les Russes s'imaginaient que les Kazakhs pratiquaient le chamanisme et que leur islam n'était que superficiel à l'image des Tatars convertis à l'orthodoxie. Leur islamisation devait être combattue et Il'minskii s'appuya pour cela sur la défense des langues vernaculaires et des cultures « nationales ». Fasciné par la langue kazakhe, il jugea qu'elle était corrompue par l'emprunt de « tatarismes ». Il était donc nécessaire de protéger les Kazakhs de l'influence tatare et de les aider à s'écarter de l'islam.

Le livre de Campbell, synthèse passionnante sur la question musulmane, décrit avec beaucoup de pertinence la construction et la diffusion d'idées dans les différents champs du politique en Russie et la manière dont elles influèrent d'une question à l'autre.

Julien DANERO IGLESIAS, *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014, 235 p.

Par Matei CAZACU

CNRS, Paris

Voici un livre important et qui sort très à propos, au moment où les débats sur l'identité nationale ont fait un retour en force en France et dans d'autres pays européens. Bien informé et rédigé dans un style clair et concis, l'ouvrage de Julien Danero Iglesias apporte une contribution réelle à la connaissance d'un « nationalisme banal dont les caractéristiques le sont moins » (p. 13).

La chute de l'Empire soviétique et l'apparition sur ses ruines des États successeurs ont créé une dynamique des nationalismes semblable en tous points à l'Europe du Sud-Est après la disparition de l'Empire ottoman, et de l'Europe centrale après l'implosion de l'Empire austro-hongrois. Dans le cas de l'ex-URSS, la Moldavie tient une place à part vu qu'elle fait partie d'un ancien État roumain homonyme réuni en 1859 à la Valachie pour donner naissance à la Roumanie moderne. Cet acte – résultat d'une consultation populaire sous les auspices des vainqueurs de la guerre de Crimée – s'inscrivait dans une série historique qui a vu la création des États comme l'Italie et l'Allemagne, dont l'unité nationale s'est réalisée à la même époque ou peu après. L'originalité du cas moldave réside dans le fait que sa partie orientale – grosso modo l'actuelle République de Moldavie – avait été arrachée depuis 1812 par la Russie d'Alexandre I^{er} qui l'avait baptisée Bessarabie, un nom qui s'appliquait uniquement à trois départements du sud de la région connue aussi sous la dénomination Boudjak.

Le but de l'opération réalisée par la diplomatie russe dès 1807 grâce à des cartes géographiques approximatives, était de minimiser, de masquer l'étendue réelle du rapt pour ne pas alarmer Napoléon I^{er}, tout comme cela avait été le cas en 1775 lorsque l'Autriche avait occupé le Nord de cette même Moldavie qu'elle avait baptisée pour la circonstance Bucovine (litt. « pays des hêtres »). Durant le siècle d'occupation tsariste (1812-1917), la province a été colonisée par une importante population slave (Russes, Ukrainiens, Polonais, Bulgares), turque (Gagaouzes, Turcs chrétiens), française, suisse, allemande, juive, etc., sans pour autant modifier en profondeur sa composition ethnique qui restait en majorité moldave (plus de 65 % du total) et rurale. Après 1944, quand l'URSS a réoccupé la Bessarabie, la colonisation par des Russes et des Ukrainiens des centres urbains s'est intensifiée, alors que des dizaines de milliers de Moldaves étaient déportés en Sibérie et au Kazakhstan.

Du temps où la Bessarabie était unie à la Roumanie (1918-1940, 1941-1944) suite à un vote du Soviet du pays (*Sfatul țării*), l'URSS a créé sur la rive orientale du Dniestr (Nistru) une petite « république autonome » moldave (connue sous le nom de Transnistrie) qui, bien qu'ayant une population majoritairement slave (ukrainienne et russe), devait servir de Piémont et de pôle d'attraction pour une future reconquête de toute la province. La même politique a été appliquée à la Carélie en vue de la réabsorption de la Finlande, et plus tard dans le Caucase contre la Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud) et l'Azerbaïdjan (Nagorno-Karabakh). En Transnistrie (RASSM, selon la terminologie officielle), les efforts de divers « savants » soviétiques pour démontrer que les Moldaves étaient des Slaves et non des Roumains, et qu'ils parlaient une langue différente du roumain, ont reçu une réponse cinglante des ethnologues et des linguistes roumains et européens. Pourtant, à l'époque et même après l'indépendance de 1991, le courant « moldovéniste » a refait son apparition en Moldavie et est devenu un instrument politique entre les mains des communistes de Vladimir Voronin et des nostalgiques de tout poil, mais aussi, paradoxalement, des démocrates et des libéraux. Pour les premiers, le but principal de cette imposture intellectuelle est de créer de toutes pièces une nation « moldave » qui se laisserait diriger par le PCRM comme au bon vieux temps stalinien.

Julien Danero Iglesias procède à une analyse serrée de ce courant de pensée qui devait servir, aux yeux du PCRM au pouvoir entre 2001 et 2009, de légitimation pour le maintien d'un État refusant l'unification avec la Roumanie (et donc l'intégration européenne) et regardant vers Moscou avec des yeux de Chimène. L'argument principal des « moldovénistes » – les Moldaves se considèrent depuis toujours Moldaves et non pas Roumains – est comparable à l'absurdité qui consiste à dire que les Bavarois ou les Saxons ne se considèrent et ne doivent pas être considérés comme des Allemands, ou que les Bretons et les Alsaciens ne sont pas Français en vertu de leur identification première à une province ou une autre de l'État national.

Pour les autres, les « roumanistes » – et notamment le président intérimaire Mihai Ghimpu (2009-2010), qui « tire sa légitimité d'une continuité historique avec un passé ethniquement roumain » – le dilemme est, ainsi que l'écrit l'auteur, semblable : « En effet, vu le passé et le soi roumains de la nation moldave, l'unification de la République de Moldavie avec son voisin semble inévitable. Le fait que le président intérimaire ne prône jamais cette unification ne peut alors se comprendre que si on relie son discours à un objectif de pouvoir : s'unir à la Roumanie reviendrait à perdre une partie énorme de pouvoir et à une sorte de déclassement d'une autorité étatique en autorité régionale ou provinciale » (p. 160).

Un des mérites – et non le moindre – de l'ouvrage de Danero Iglesias est le premier chapitre, intitulé « Nationalisme, légitimation politique et discours » (pp. 15-49), qui fournit une image globale du phénomène en tant qu'instrument du pouvoir et de sa légitimation politique, et qui trouve dans le cas moldave « des clefs pour comprendre la formation d'autres nationalismes et d'autres nations ainsi que leurs implications ». La construction actuelle de la nation moldave dans le discours des responsables politiques « n'est pas forcément différente de la façon dont se sont construites les nations belge, française, allemande ou italienne ». (p. 13) Même si l'auteur y ajoute un bémol (« l'étude de cas est ici limitée dans le temps et se fait selon des données particulières »), la conclusion nous paraît trop radicale, car il y a une différence d'échelle entre les cas cités – français et belge, par exemple – et de durée et de chronologie entre le cas français et les autres.

Dans le cas de la Moldavie, l'existence d'une conscience de l'identité roumaine semblable à celle des Valaques de Valachie est visible, évidemment au niveau des élites intellectuelles, mais aussi des témoins étrangers, depuis le XV^e siècle¹. C'est justement le rappel de l'histoire médiévale qui souffre le plus dans cet ouvrage (pp. 52 et ss.), à commencer par la fondation de l'État moldave « selon une légende [...] au début du XIV^e siècle ». Or, il ne s'agit pas d'une légende, mais d'un fait historique avéré : le prince Dragos a régné vers 1347-1349 sur le Nord de la Moldavie en tant que vassal du roi de Hongrie. La légende concerne la chasse mythique d'un aurochs, apparue beaucoup plus tard pour expliquer les armoiries du pays, une tête de bœuf. Basarab n'est pas un prince moldave (p. 52), mais le fondateur de la dynastie princière et de l'État valaque vers 1310. « Moldova » est donc le nom donné par la royauté hongroise à la principauté septentrionale qui se réunit vers 1392 au plus tard à la moitié méridionale, l'État étant désigné dans les sources étrangères comme une deuxième (ou petite) Valachie, en rébellion contre le suzerain hongrois et acceptant la suzeraineté polono-lituanienne (1387). Le règne des « Phanariotes »

1 Adolf Armbruster, *La romanité des Roumains. Histoire d'une idée*, Bucarest : Éditions de l'Académie de la R.S.R., 1977.

(ils n'« administrent » pas, ils règnent selon la coutume et les lois du pays, mais sont nommés par les sultans ottomans) ne met pas fin à l'autonomie dont la région avait bénéficié auparavant, même si la domination ottomane, confrontée à l'expansion autrichienne et russe dans la région (six guerres binaires ou triangulaires entre 1711 et 1812) empiète sérieusement sur ladite autonomie (p. 52). On ne peut pas parler, évidemment, de nation moldave, valaque (les Français inventeront le terme « moldo-valaque » vers 1830-1840) ou roumaine à l'époque, mais d'une communauté de langue, d'institutions, de culture, de mœurs et même de destin historique entre les habitants des deux principautés. Et finalement, lorsque les Valaques et les Moldaves seront appelés à élire des princes en 1859, ce furent les Moldaves qui eurent l'idée d'élire le même – un Moldave – dans les deux pays pour parfaire l'union que les Grandes Puissances voulaient graduée et non immédiate. Alexandre Ioan Cuza se considérait donc moldave autant que roumain, tout comme la majorité de ses contemporains. Il s'agit, bien sûr, des élites qui ont cruellement manqué à la Bessarabie tsariste, car les meilleurs d'entre eux s'étaient réfugiés après 1812 et 1878 (réoccupation par la Russie des trois départements du Sud, le Boudjak ou la Bessarabie initiale) en Roumanie. Le décalage entre les élites du Vieux Royaume (la petite Roumanie d'avant 1918) et celles de Bessarabie et de Transylvanie est un sujet qui a été peu traité mais qui explique en grande partie la difficile intégration de ces provinces dans la Grande Roumanie. Dans un État centralisé à outrance, le destin des élites provinciales était le déracinement ou bien la marginalisation. Les actuelles élites de la République de Moldavie refusent une union dans ces deux termes de l'alternative et préfèrent jouir de l'indépendance gagnée voici un quart de siècle, quitte à inventer de toutes pièces une nation moldave. Il faut dire, à leur décharge, que jamais la Roumanie n'a fait depuis 1991 une offre cohérente d'unification à sa voisine, mais s'est contentée de discours et de manifestations à caractère sentimental. Il y a là un véritable problème géostratégique qui n'a pas été suffisamment relevé jusqu'ici, à savoir la présence en Transnistrie de l'ancienne 14^e Armée soviétique, rebaptisée plusieurs fois depuis la chute de l'URSS. Or, aucun leader politique roumain ne pourrait faire accepter par la classe politique et la population le retour de l'armée soviétique (ou russe) sur le sol national après avoir subi une occupation de plus de 14 ans entre 1944 et 1958, qui a coïncidé avec la période la plus noire de la terreur stalinienne et poststalinienne. Jusqu'au retrait de cette force militaire d'occupation, et au-delà des discours des politiciens, la seule preuve d'une conscience et d'une identité nationales que les Moldaves peuvent manifester est de demander un passeport roumain, opération réalisée par plusieurs centaines de milliers d'entre eux. Alors qu'un nombre tout aussi élevé choisit de travailler en Russie où le passeport moldave leur permet de trouver du travail et de résider dans les mêmes conditions que les autochtones. On voit donc que le nationalisme moldave n'est pas uniquement un instrument de pouvoir, mais aussi une question de survie.

En conclusion, l'ouvrage de Danero Iglesias s'inscrit, pour paraphraser Keyserling, dans ce que l'on pourrait nommer une « analyse spectrale » de l'Europe de l'Est. La Moldavie, tout comme l'Ukraine et la Biélorussie, s'efforcent d'affirmer leur identité nationale entre un passé impérial et un avenir rempli d'incertitudes découlant en bonne partie du dyschronisme où les a placées leur histoire.

Sophie HOHMANN, *Pouvoir et santé en Ouzbékistan*, Paris : Pétra, 2014, 321 p.

Par Sandra PELLET

Université Paris-Dauphine

Sophie Hohmann, membre du Centre d'Études des mondes russe, caucasien et centre-européen, est spécialiste des questions de santé en Asie centrale (Ouzbékistan et Tadjikistan) et dans le Caucase. Après une première monographie sur une thématique particulière, *La mortalité chez les jeunes enfants en Ouzbékistan. Des particularismes soviétiques aux réalités contemporaines*, publiée en 2010, son second livre, *Pouvoir et santé en Ouzbékistan*, présente le résultat de quinze ans de recherche en sciences sociales sur l'Ouzbékistan. L'ouvrage ne vise pas une histoire linéaire de la médecine locale, mais plutôt une analyse de la façon dont les décisions de santé publique révèlent les ambitions politiques et les enjeux de légitimation des institutions successives, et la façon dont les acteurs du secteur sanitaire instrumentalisent ces politiques en retour. Cette analyse nécessite une démarche pluridisciplinaire : historique, socio-politique, ethnographique. L'ouvrage croise ainsi de nombreux débats théoriques. L'auteure nuance finement par exemple l'opposition parfois brutale entre ère postsoviétique et ère postcoloniale. Elle nuance également la notion de « tradition inventée » (E. Hobsbawm), concernant le contexte centrasiatique, elle montre que si l'État nécessite une construction identitaire face au vide institutionnel, il renouvelle et adapte, plus qu'il n'invente, d'anciennes traditions, se réappropriant son histoire en sélectionnant ce qui lui convient aujourd'hui. L'originalité du sujet et de la démarche scientifique font de cet ouvrage une contribution importante à la recherche en sciences sociales sur l'ère postsoviétique.

Bien que l'ouvrage ne suive pas un fil proprement chronologique, avec des comparaisons diachroniques et une ellipse sur la période 1941-1964, les deux premiers chapitres concernent la médecine et ses enjeux de légitimation à l'époque impériale, tandis que les troisième, quatrième et cinquième chapitres concernent le Turkestan puis l'Ouzbékistan soviétiques et les conséquences du système dans l'ère

postsoviétique. Le prisme des politiques de santé permet là aussi de comprendre les enjeux d'instauration du pouvoir. L'époque coloniale est traitée à l'aide d'un incroyable travail d'archives, richement documenté pour la période, mélangeant sources primaires (archives administratives et revues médicales d'époque) et secondaires (littérature soviétique et postsoviétique russe, ouzbèke et anglo-saxonne). L'auteure montre, à l'aide de l'exemple des inoculateurs traditionnels que, dès le début de la colonisation, les systèmes médicaux coexistent et que les *tabibs* (guérisseurs) jouent un rôle social très important. La partition ne pose alors pas de problème : les colons ont leurs médecins, les autochtones leurs guérisseurs. Outre les conflits de pouvoir qui émergent (la médecine devient un enjeu de légitimité politique), la compréhension progressive des causes environnementales et sociales, des modes de contagion des maladies, et les épidémies dévastatrices de choléra font évoluer cette répartition. Il s'agit de plus en plus d'imposer les règles de préventions, de désinfections, d'isolement, autant de moyens de contrôler et surveiller ces populations. Ces nouvelles règles jouent un rôle dans le processus de légitimation du pouvoir colonial sous le prétexte de remplir une « mission civilisatrice » contre le « retard centrasiatique ». Cependant, toutes les élites n'ont pas le même but, l'auteure analyse ainsi le rôle initiateur des médecins « progressistes » (souvent les médecins militaires des colons) qui sont à l'initiative des premières structures pour autochtones, à commencer par des femmes médecins au profit de femmes enceintes. Leur stratégie personnelle exprime aussi leur volonté d'autonomisation vis-à-vis du pouvoir autocratique.

Les famines, les dégradations et l'envoi de médecins au front pendant la guerre, créent des difficultés au début de l'URSS. Les autorités bolchéviques, malgré un discours idéologique totalement différent, vont dans un premier temps perpétuer ce qu'ont commencé les autorités coloniales dans ce contexte difficile : ils réservent aux colons l'accès aux soins. Pour y accéder, il faut être « prolétaire », ce qui permet d'exclure les autochtones, la plupart paysans, sans avoir recours au critère ethnique. Notons que le critère retenu par les autorités est instable, l'auteure évoque la profession puis la nationalité (p. 120), le statut social de prolétaire (p. 102), l'« appartenance de classe » (p. 123). L'extension a lieu en 1922 sous l'impulsion de Semashko, commissaire à la santé, et architecte du système de santé de l'URSS « ramifié » et « extensif » (universel et gratuit, couvrant aussi les zones rurales). D'un point de vue théorique, les bolcheviks mettent en œuvre une médecine sociale, influencée par l'hygiène sociale et la bactériologie pasteurienne (vaccination obligatoire). La relation santé-environnement-condition sociale va s'adapter avec le temps au marxisme-léninisme pour former la doctrine médicale soviétique, donnant une importance croissante à la médecine du travail au cours des années 1930. Cette institutionnalisation de la santé demande de grands moyens. La politique d'indigénisation du personnel médical est un moyen de pallier les déficits d'effectifs, mais également un instrument de légitimation de la médecine moderne et du pouvoir politique. Autre enjeu de pouvoir, la santé

des femmes, voie d'émancipation, est utilisée comme un moyen de lutter contre les « mœurs locales », mais aussi d'enraciner le système soviétique, en faisant d'elles des alliées de la révolution. L'Étatisation du système sanitaire se fait au prix d'un durcissement de la loi face au *tabib* et de la fin du rôle des médecins progressistes.

Efficace dans l'éradication des maladies infectieuses et l'amélioration de l'espérance de vie de l'ensemble de la population, le système entre en crise à partir des années 1970, du fait du « principe résiduel », à savoir la non-priorité de la santé dans la planification. Pendant les années 1990, les indicateurs d'espérance de vie diminuent et des maladies infectieuses éradiquées réapparaissent. Le principe de gratuité étant mis en péril par les manques budgétaires, le recours aux soins diminue drastiquement chez les patients incapables de payer. L'auteure évoque l'économie de faveur, sujet toujours d'actualité et d'autres conséquences des défaillances du système (le non-approvisionnement en médicaments, la moindre qualité de formation des médecins, les réformes initiées par les organisations internationales, etc.). L'analyse concernant la fin de l'URSS et l'Ouzbékistan postsoviétique semble suggérer de nombreux points de continuités. Elle repose sur des entretiens datant de la fin des années 1990 et 2000 qui servent également pour la fin de l'URSS (pp. 138-139). Cela se justifie d'un point de vue historique ; une explication, assumant ce parti pris méthodologique de manière plus explicite aurait été bienvenue. Par ailleurs, la place de la prévention dans le système sanitaire soviétique aurait mérité d'être précisée en distinguant les types de préventions. Il semble que la prévention collective ait eu une place clé dans le système (au cœur de la lutte antiépidémique) alors que la prévention individuelle, fondée sur une prophylactique responsabilisante et éducative, n'en ait eu aucune, ce qui pose problème aujourd'hui dans la réforme du système. Les patients ont encore le réflexe de recourir directement à l'hospitalisation et n'appliquent pas les mesures individuelles d'hygiène.

Le chapitre 5 propose une synthèse de très nombreuses lectures, enquêtes, entretiens et observations. Après un assez long détour à la fois théorique (systèmes étiologiques, médecines traditionnelles ou « orales », chinoise, soufie, celle d'Avicenne) et empirique (monographie d'un réseau de *tabibs* de Tachkent), l'auteure revient finalement à la problématique de l'ouvrage : le rapport au pouvoir de cette nouvelle-ancienne médecine et son instrumentalisation comme ciment identitaire après l'indépendance. Après avoir distingué les catégories de guérisseurs (guérisseurs/devins, mollah exorcistes, chamans, homme-médecine), pour situer parmi eux le *tabib*, le médecin-*tabib* et leur système thérapeutique, l'auteure analyse leur rôle social, leur espace de pratique, les relations complexes qu'ils entretiennent avec la médecine « moderne » et donc avec le pouvoir ouzbèke en cours de reconstruction. Elle montre brillamment la complexité de ces relations, la coexistence des deux systèmes de soins, la non-exclusivité du recours à l'un et l'autre, en fonction de la maladie, de la pression familiale et communautaire, de l'échec du premier type de

traitement. Hohmann note l'importance du facteur économique dans un contexte où la gratuité des soins est illusoire et où les paiements informels réclamés peuvent être dissuasifs comparés au choix de tarifs souvent libre que laisse le *tabib*. Elle montre, en accord avec D. Fassin, qu'en Asie centrale, le recours aux soins peut être pensé comme un « itinéraire thérapeutique ». Enfin, l'institutionnalisation progressive de la médecine traditionnelle, dans l'Ouzbékistan indépendant, devient le signe d'une réappropriation identitaire par laquelle le nouveau pouvoir assoit sa légitimité, dans la construction d'un État-Nation. Sans avoir besoin « d'inventer » une tradition, puisque de nombreuses pratiques et croyances ont été préservées, l'État facilite le renouveau de cette tradition, tout en sélectionnant les pans de traditions « acceptables » (avicennienne) et contrôlables à des fins nationalistes et de légitimation politique. De leur côté les médecins-*tabib*, dont le succès s'explique par leur adaptation à ce nouveau contexte (double affiliation donc double légitimité), vont eux-mêmes instrumentaliser ce renouveau traditionnel, à l'avantage de leur pratique. Ils utilisent leur attachement institutionnel tout en consultant aussi chez eux ou dans des lieux discrets afin de maintenir la « zone d'ombre », le nécessaire caractère informel de leurs consultations et d'échapper en partie au contrôle des autorités. Outre la continuité et l'adaptation de la tradition, pour expliquer la retraditionalisation, l'auteure n'exclut pas non plus la possibilité qu'une partie de ces guérisseurs aient profité du vide institutionnel laissé par la chute du socialisme et la perte de crédibilité du système de soins, pour s'approprier une part de marché. Leur pratique serait proche du « charlatanisme ». Cette partie de l'ouvrage, passionnante par la richesse de ses sources qualitatives et des « histoires » racontées, aurait peut-être gagné à être plus resserrée autour de la problématique générale de l'ouvrage, au cours de l'analyse plutôt qu'à la fin.

Hohmann a écrit un livre extrêmement documenté, ce qui est d'autant plus notable que la période qu'il couvre est longue, souvent caractérisée par des problèmes de données modifiées ou inexistantes, et que l'Ouzbékistan est connu pour être un pays difficile d'accès. L'ouvrage souffre peut-être parfois du défaut de ses qualités : issu d'un travail minutieux, il rassemble un grand nombre de recherches, et une profusion d'informations – comme le montre la richesse des notes de bas de page – ce qui est un gage de scientificité, mais demande une forte concentration. Pourtant le raisonnement est clair et l'ouvrage parvient largement à atteindre son but, il démontre le lien fondamental entre santé et politique. Qu'elle soit prétexte idéologique, source ou instrument de légitimité des autorités et autres acteurs, ou flambeau identitaire, la santé est un objet sociologique et politique complexe, très bien analysé sous toutes ses facettes par l'auteure grâce à l'interdisciplinarité. La médecine peut être perçue comme un « système culturel, qui combine des représentations et symboles ancrés dans des arrangements particuliers d'institutions sociales et de modèles d'interactions interpersonnelles » (p. 206), ce qui justifie fort bien le recours à des méthodes non seulement quantitatives, mais aussi qualitatives.

Karina KOROSTELINA, *Constructing the Narratives of Identity and Power. Self-Imagination in a Young Ukrainian Nation*, Lanham : Lexington Books, 2014, 250 p.

Par Anna COLIN LEBEDEV

Sciences Po - CERCEC (EHESS), Paris

L'ouvrage de Karina Korostelina traitant des discours d'identité et de pouvoir dans l'Ukraine postsoviétique a été publié en 2014, mais s'appuie sur une analyse antérieure aux événements qui ont secoué l'Ukraine depuis fin 2013 : révolution du Maïdan, perte de la Crimée, guerre à l'est du pays. La lecture que l'on peut faire du livre est par la force des choses orientée par cette actualité qui rejoint la plupart des questions abordées par l'auteure : la perception de l'unité ou de la division du pays, la vision de l'Autre, le rapport à la Russie et au passé soviétique. Korostelina a pour ambition de recenser, systématiser et déconstruire les discours sur l'identité nationale formulés par les élites ukrainiennes et étrangères. L'auteure fait le choix d'analyser des discours des acteurs qu'elle qualifie d'experts, des intellectuels influents de différents bords contribuant à forger les principales représentations de l'identité nationale. La recherche s'appuie sur une soixantaine d'interviews avec des chercheurs, leaders politiques et journalistes, complétée par une analyse des débats publics conduits dans des contextes académiques ou médiatiques. Une dizaine d'interviewés sont des experts étrangers ; on n'en saura pas beaucoup plus sur leur profil à la lecture du livre.

Dans le premier chapitre, « Structure et fonctions du récit national », l'auteure explicite son positionnement théorique et le choix de l'objet de recherche. Le récit identitaire est appréhendé comme un mécanisme central du fonctionnement politique du pays, doté de deux fonctions : construction de l'identité nationale et légitimation du pouvoir. C'est à ce titre, souligne Korostelina, qu'il est riche d'enseignements dont la portée dépasse le cas ukrainien. Le chapitre formule les trois éléments constitutifs du récit identitaire qui servent de fil rouge à l'analyse : les oppositions binaires qui définissent un dedans et un dehors, les mythes, événements spécifiques mis en avant dans le récit, enfin l'ordre normatif qui définit les valeurs appuyant le récit et oriente le jugement.

Les chapitres qui suivent sont consacrés à l'exposition des différents récits identitaires formulés par les acteurs. Le chapitre 2 présente le « Contexte de l'Ukraine », brassant d'abord en une vingtaine de pages l'histoire du pays, en insistant sur les différentes étapes de son évolution après l'indépendance de 1991, ainsi que sur les débats d'experts sur les enjeux politiques et sociaux auxquels l'Ukraine a dû faire face. Cette présentation un peu trop rapide pour les non-spécialistes peut

rendre la lecture de l'ouvrage difficile et l'argumentation opaque pour les non-initiés. L'unique page consacrée aux différences de perception du mouvement nationaliste ukrainien OUN-UPA n'est ainsi pas forcément suffisante pour éclairer l'usage fait de cet épisode historique dans le discours identitaire, ainsi que l'intégration du concept de nationalisme dans les différents récits nationaux. A la suite de ce survol contextuel, le chapitre présente les récits concurrents décrivant l'état actuel de l'Ukraine, tels que, par exemple, le récit sur la transition inachevée, le discours de dégradation sociale, le récit postcolonial ou encore celui d'une société divisée. Les chapitres 3 et 4 entrent dans le détail des discours sur l'identité nationale formulés respectivement par les élites ukrainiennes et par les experts internationaux ; le chapitre 5 traite de leur vision de l'avenir de l'Ukraine. L'auteure fait un travail minutieux de décorticage de discours qui sont décomposés et systématisés dans une typologie fine isolant des entités thématiques, les regroupant en sous-thèmes, les rattachant à des ensembles plus larges et mettant en lumière leurs fonctions. Le dernier chapitre reprend et synthétise les typologies proposées dans l'ouvrage, donnant des clefs de lecture précises et opérationnelles des discours identitaires.

Le cœur de l'ouvrage est là : une cartographie des discours identitaires et des récits nationaux qui permet de voir une grande hétérogénéité des discours et d'appréhender leur complexité. Il constitue ainsi une boîte à outils d'analyse de récits sur l'Ukraine, offrant la possibilité de décomposer une narration donnée et de la rattacher à un ensemble.

Cependant, on pourrait reprocher à cette cartographie de récits de manquer curieusement de coordonnées : si les récits sont regroupés en grandes catégories comme « récit de la double identité », « récit pro-soviétique », « récit de la lutte pour l'identité ethnique ukrainienne » ou encore « récit pro-civique », les locuteurs produisant ces discours sont étonnamment absents du livre, socialement désincarnés et quasiment jamais cités. L'auteure fait le choix méthodologique de s'intéresser aux récits mais non à ceux qui les produisent, proposant des synthèses de discours agglomérés plutôt que des extraits d'entretiens et ne donnant aucun élément sur la prégnance de tel ou tel discours, ni sur l'autorité ou la position de celui qui le délivre.

La portée de l'ouvrage est plutôt amplifiée par l'actualité ukrainienne : dans un contexte où le discours identitaire est au cœur d'une lutte non seulement politique, mais aussi armée, où les crispations identitaires sont exacerbées et donnent lieu à des conflits violents, la boîte à outils de décomposition des narrations identitaires est très utile à l'analyse. Ainsi, une grande partie des discours utilisés et manipulés aujourd'hui dans le conflit russo-ukrainien, des deux côtés du front, est détaillée dans le livre qui s'appuie pourtant sur un terrain antérieur au conflit. Cela invite le chercheur à s'interroger sur la continuité des récits, plutôt que leur rupture, et sur la place du récit identitaire dans l'engrenage du conflit. Cependant, l'ouvrage ne permet pas d'exploiter complètement ce potentiel. Le choix de désincarner les récits ne permet

pas de cerner les groupes producteurs de discours, ni d'en appréhender les variations d'un groupe à un autre et les évolutions dans le temps. Si l'auteure insiste dans sa présentation théorique sur les fonctions des discours identitaires, elle ne montre pas ces discours en action, dans les effets qu'ils produisent auprès des élites ou au sein de la population ukrainienne. Les discours présentés sont statiques, leurs sources et leur éventuelle circulation ne sont pas non plus abordées.

On peut regretter de manière générale que certains choix méthodologiques ne soient pas explicités dans le livre. L'auteure affirme avoir conduit tous ses entretiens à Kiev, à l'exception de cinq menés en Crimée. On aurait aimé en savoir plus sur les raisons de cette exception criméenne, mais aussi de l'absence des autres élites régionales dans son échantillon. Aucune liste d'entretiens n'est fournie dans l'ouvrage et les citations sont extrêmement rares, pouvant se compter sur les doigts d'une main, ce qui rend les récits assez abstraits et leur lecture parfois frustrante. On peut également regretter l'absence de réflexion comparative sur les récits livrés par les « nationaux » et par les étrangers : si la présentation des récits suit le même modèle et permet de constater qu'Ukrainiens et étrangers s'appuient sur des narrations sensiblement différentes, cette différence n'est pas interrogée.

L'ouvrage de Korostelina donne envie de demander à l'auteure des chapitres supplémentaires, intégrant une analyse dynamique des discours et de leurs auteurs, offrant une cartographie plus précise et concrète des acteurs, testant la prégnance ou la transformation des discours identitaires dans des contextes plus ou moins stables, afin de faire du livre un travail de recherche de référence sur le récit identitaire en action.

Roman KRAKOVSKÝ, *Réinventer le monde. L'espace et le temps en Tchécoslovaquie communiste*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2014, 326 p.

Par Françoise MAYER

Université Paul Valéry-Montpellier III

Le projet communiste visait un nouvel ordre des choses, une société où le rapport à soi, aux autres, à la collectivité et au pouvoir serait régi par d'autres règles, d'autres impératifs. Pour atteindre cet objectif dans les pays où ils parvinrent au pouvoir, les communistes ont cherché à modifier en profondeur la manière d'envisager le temps et l'espace. La planification, les transferts de propriétés, ont été, parmi d'autres, les mesures les plus visibles de cette redéfinition autoritaire des repères spatiaux et temporels. Elles eurent des répercussions importantes sur les conditions de sociabilité,

sur la configuration de l'espace public et sur ce qui pouvait relever de la sphère privée. Roman Krakovský consacre son livre à cet aspect de l'expérience communiste. Cinq chapitres le composent, qui permettent à partir de cinq études de cas spécifiques d'enrichir le questionnement sur les mutations des notions de temps et d'espace dans une société de type communiste et donc sur les conditions dans lesquelles se forment les valeurs plus ou moins partagées de ce nouveau régime. Même si les différentes enquêtes présentées ici nous ramènent au plus près de la réalité tchécoslovaque, avec le souci constant de chercher des points de comparaison avec les autres expériences communistes en Europe centrale ou en Russie soviétique, les questions posées au fil des chapitres par l'auteur s'inscrivent davantage dans la perspective d'une analyse anthropologique du communisme que dans celle d'une reconstitution chronologique de son histoire. Il s'agit ni plus ni moins de tenter de reconstituer l'horizon spatial et temporel de l'individu sous le communisme, de donner à voir comment il détermine la formation des différents cadres sociaux (familial, amical, professionnel, communautaire), de comprendre comment les cadres ainsi formés s'insèrent dans une structure où s'instituent des valeurs et des croyances partagées qui assurent la stabilité d'une société.

Ainsi, lorsque dans le premier chapitre l'auteur s'interroge sur la signification sociale de la planification économique, c'est la norme prescrite, celle de « l'accélération du temps », qui requiert toute son attention. Il analyse les voies par lesquelles « se construit socialement » cette représentation du temps qui met l'ouvrier au centre d'une dynamique de l'édification socialiste et gagne bientôt tous les domaines sociaux. Après avoir identifié les ressorts de cette logique, il en montre les limites (on ne peut toujours accélérer), les effets pervers (démobilisation des acteurs, déconnection du tissu industriel avec les besoins et les aspirations de la population). Dans le chapitre suivant, à travers les tentatives de réforme du calendrier traditionnel par les autorités au pouvoir, il questionne un autre projet de transformation du temps social. Après avoir rappelé les expériences de ce type dans la Russie soviétique des années 1930, l'auteur revient sur les modes de célébrations du dimanche et les manipulations du rythme hebdomadaire entre 1945 et 1960. Ces mesures visaient à saper les habitudes liées au calendrier liturgique par toutes sortes de détournement temporel et/ou spatial destinés à entraver les pratiques religieuses. L'auteur montre l'ambivalence d'une telle politique qui dans sa réalisation doit nécessairement s'appuyer sur les autorités locales, notamment le clergé dont on cherche par ailleurs à enrayer l'emprise sur les populations. L'analyse montre comment s'érode avec le temps la volonté d'agir sur le calendrier. D'une part, il n'est pas facile de trouver des alternatives aux fêtes liturgiques, surtout en milieu rural, mais au bout du compte, c'est plus l'émergence de la société de consommation et de loisirs qui aura raison et des pratiques dominicales religieuses, et de ses substituts festifs à la gloire de l'édification socialiste. De ce point

de vue, l'évolution de la société socialiste n'est pas très différente de celle que l'on constate dans les pays capitalistes.

Les chapitres suivants proposent trois études distinctes qui permettent d'observer la façon dont se reconstituent des cadres renouvelés, des espaces sociaux – publics, privés et politiques. Ainsi, dans le troisième chapitre, intitulé « construire la notion d'intérêt général », l'auteur examine comment au niveau local se forment à partir de 1948 des modalités d'échanges entre le pouvoir et les citoyens. Évitant de considérer *a priori* l'instauration du régime communiste comme l'imposition d'un rapport entre des catégories prédéterminées de dominants et de dominés, il observe par exemple comment s'instituent au sein d'espaces administratifs communaux nouvellement créés les règles de l'échange entre les représentants du pouvoir et les administrés. Il s'agit de comprendre comment dans un régime autoritaire se construit le lien entre l'État et les citoyens. Les épurations et les transferts de populations pendant et après la Libération ont bouleversé en profondeur les équilibres sur lesquels s'était fondée la vie collective en Tchécoslovaquie. Dès 1944, de son exil londonien, Benes valide un système de Comités nationaux *Národní výbory* qui doit désormais remplacer les municipalités et assurer le pouvoir sur les territoires progressivement libérés. L'auteur tente de comprendre en quoi ces nouveaux cadres administratifs peuvent constituer un espace public au sens où l'entendent Jürgen Habermas et ses continuateurs, autrement dit des espaces d'échanges et de communication. Son étude montre qu'au départ les instances locales offraient bien, même de manière réduite, un espace de délibération. Au fil du temps, néanmoins, elles devinrent des lieux d'échanges ritualisés, au grand dam des responsables locaux qui dénoncent dans leurs rapports « le désintérêt des citoyens ». De plus en plus, ces citoyens s'expriment ailleurs, dans des instances collectives de toutes sortes sans qu'un espace commun de communication ne parvienne à réunir ces voix pour constituer un véritable espace public alternatif.

Dans ces conditions, que devient l'espace privé des individus ? On sait combien les transferts de propriété et la politique autoritaire du logement ont bousculé ses frontières. Krakovský propose d'étudier cette question à partir d'un corpus de plaintes individuelles adressées aux autorités, perspective qu'il croise avec celle des normes pénales et administratives introduites dans les années 1950 pour codifier les nouveaux modes de ce qu'il appelle le « vivre ensemble ». À l'époque, le pouvoir s'est doté de nouveaux outils pour mettre en œuvre son programme de contrôle du lien social. Les « confidentiels d'immeuble », et « les couples de propagandistes » sont chargés d'œuvrer au rapprochement entre les citoyens, d'intervenir dans le règlement des conflits éventuels qui les opposeraient. À l'instar des *Konfliktkommissionen* d'Allemagne de l'Est, les tribunaux populaires, créés en 1961 pour une justice de proximité sur les lieux de travail et dans les communes de plus de 3000 habitants, complètent le dispositif. En croisant différents types d'archives administratives, l'auteur nous donne à voir comment dans les conditions socialistes se construit... et se défend l'« espace à

soi ». Grâce aux lettres de plainte, il parvient même, au delà de l'espace privé, à ouvrir une lucarne sur l'espace intime des « plaignants ». On comprend en effet à leur lecture, comment les individus « privatisent » les espaces collectifs, comment ils renégocient la frontière du privé et du public, comment ils font valoir leurs intérêts au détriment des intérêts collectifs. Dans un dernier chapitre l'auteur analyse quel type de lien social se forge dans le cadre d'un rituel socialiste : la fête du 1^{er} mai. Là encore, loin de considérer ce défilé annuel du seul point de vue de la propagande, ou de celui d'un rapport entre dominants et dominés, Krakovský se demande sérieusement comment interpréter l'ampleur de la participation des individus à ce type de rituel. L'étude des rites du 1^{er} mai, auxquels il a déjà consacré un livre² met en lumière les glissements sémantiques, des modes d'appropriations divers et variés, opérés tout au long de la période communiste, tant de la part des organisateurs que de celle des participants ou des spectateurs. On peut alors distinguer avec l'auteur, le souci des premiers d'inscrire la fête dans des cadres symboliques plus ou moins traditionnels, de réinvestir certains lieux historiques, ou de simplifier la grammaire des cérémonies afin de séduire le plus grand nombre. On comprend par ailleurs les raisons du relatif succès du rituel, en s'intéressant autant à lui-même (par exemple à l'évolution de sa chorégraphie) qu'à ce qui le précède (les préparatifs), ou l'accompagne (les festivités), afin de saisir le faisceau d'interactions sociales en jeu dans cet espace-temps particulier.

Si les cinq enquêtes proposées n'épuisent pas le thème des volontés de contrôles divers et variés de l'espace et du temps dans une société communiste, elles ont le mérite d'élargir considérablement les perspectives à partir desquelles peuvent être questionnés ces phénomènes. L'auteur a appuyé son travail sur des fonds d'archives qui lui permettent de croiser les points de vue national et local, dans un jeu de miroir entre le particulier et le général qui s'avère particulièrement fécond. Certains aspects de ce travail peuvent bien sûr un peu dérouter. L'auteur, dans sa démarche anthropologique, cherche à embrasser l'ensemble de la période communiste, mais c'est surtout celle qui précède 1968 qui est la plus abondamment documentée. Les rapprochements parfois un peu rapides entre des expériences historiquement ou géographiquement éloignées ne sont pas non plus sans risque. Les lecteurs qui chercheraient une peinture des faits plus respectueuse de certains cadres chronologiques seront sans doute un peu troublés. L'objectif de l'auteur est ailleurs, il a tenté très sérieusement de mettre à l'épreuve de faits très finement auscultés dans ses études de terrain, des phénomènes certes connus « d'étatisation du temps et de l'espace », mais encore assez peu étudiés pour eux-mêmes. En cela, cet ouvrage constitue une avancée très stimulante pour l'historiographie du communisme.

2 Roman Krakovský, *Rituels du 1^{er} mai en Tchécoslovaquie 1948-1989*, Paris : L'Harmattan, 2004.

Revue internationale de politique comparée, 2013, n° 3, volume 20, « Pouvoirs présidentiels, gouvernance et milieux d'affaires dans les États post-soviétiques et africains », sous la dir. de Daniel BACH et Caroline DUFY, 204 p.

Par Silvia SERRANO

Université d'Auvergne et CERCEC, EHESS/CNRS

Ce dossier se propose de comparer les relations entre pouvoirs personnels, politiques publiques et milieux d'affaires dans deux contextes *a priori* fort éloignés, celui des États postsoviétiques et celui des États africains. L'entreprise n'est pas complètement inédite, et depuis les années 2000, plusieurs articles et ouvrages avaient ouvert la voie³. Elle se justifie d'autant plus qu'en dépit d'histoires très différentes, comme le rappellent Daniel Bach et Caroline Dufy, certains États ont des trajectoires convergentes depuis la fin de la guerre froide et sont confrontés à des enjeux politiques et économiques similaires autour de la stagnation autoritaire, des instabilités démocratiques, du développement, ou de la modernisation. Elle sanctionne l'abandon de la lecture de ces sociétés en termes de spécificités, en éprouvant sur les terrains postsoviétiques certaines des notions qui avaient été travaillées à partir d'autres contextes, en particulier africains. Ainsi en va-t-il du concept de néopatrimonialisme, élaboré dans le sillage des réflexions de Shmuel Eisenstadt, par Jean-François Médard, au cœur de la plupart des articles ici présentés. Caroline Dufy et Céline Thiriot posent les enjeux théoriques d'une telle démarche, alors que tant en Afrique qu'en ex-URSS, on assiste à l'épuisement du paradigme longtemps dominant de la transition et à la résilience des régimes autoritaires. Elles plaident en faveur d'une analyse centrée sur le système et non sur le régime, qui dépasse les questionnements institutionnels pour interroger les articulations entre État et société et les processus de légitimation et de régulation.

Svetlana Barsukova étudie la transformation de la corruption à mesure du basculement d'un capitalisme oligarchique, par lequel une partie du secteur public est transféré à des acteurs privés qui bénéficient d'un accès au pouvoir, à un capitalisme d'État et corporatiste, où l'influence formelle et informelle de l'État sur l'économie croît. Ce passage s'accompagne d'une centralisation de la corruption et d'un changement dans les acteurs de la corruption. Elle décrit ainsi le passage à un régime de pluralisme juridique et de lacunes juridiques, dans lequel le fonctionnaire a une

3 Par exemple : Mark Bessinger and Crawford Young (eds), *Beyond State Crisis ? Post-Colonial Africa and Post-Soviet Eurasia in Comparative Perspective*, Washington D.C. : Woodrow Wilson Center Press, 2002 ; Daniel Bach and Mamoudou Gazibo (eds), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, London - New York : Routledge, 2012.

place centrale à jouer dans la sélection des règles, à celui de la « bonne loi » dont l'application ne nécessite plus la médiation d'un fonctionnaire et place les *siloviki* au centre de la corruption. Marlène Laruelle dans son analyse du « présidentialisme clientélaire » en Asie centrale, se livre à une critique de la grille de lecture clanique, en montrant comment cette légitimité est en concurrence avec d'autres solidarités, qui peuvent être marquées par les héritages soviétiques (appartenance à une même équipe de travail, promotion de lycée, partenaires économiques, etc.). Elle engage ainsi une discussion sur les reformulations contemporaines – et donc sur la modernité – des logiques de solidarité clientélares, qui se caractérisent par une certaine mobilité, mais aussi une certaine fragilité.

Will Hout s'interroge sur la capacité de certaines organisations publiques à développer des politiques publiques « efficaces » dans un contexte d'État anti-développemental. Son analyse porte sur de potentielles « poches d'efficacité » que seraient susceptibles de constituer les sociétés gazières kazakhes (KazMunaiGaz) et russes (Rosneft et Lukoil). L'étude de Ronan Hervouet sur « le socialisme de marché dans la Biélorussie de Loukachenko » met en lumière la différence entre néopatrimonialisme *dans* l'État et *de* l'État. L'État biélorusse a en effet conservé une capacité à mener des politiques publiques redistributrices, un élément peu abordé par la suite, et qui se révèle en l'occurrence important dans la légitimation de l'État.

Andrey Kinyakin aborde la question des relations entre milieux d'affaires et gouvernants à partir de l'étude des oligarques dans la Russie contemporaine, sous Eltsine puis sous Poutine. On passe de la privatisation de l'État à la reconstitution d'un appareil d'État au service de la prédation. L'approche élitaine induite par les questionnements connaît des limites méthodologiques, tant l'accès aux sources se révèlent complexes en contexte autoritaire. La thèse d'une « domination totale du patron sur les clients » est peu soutenue par le matériau empirique. La focale sur le cercle étroit de la décision au sommet laisse dans l'ombre des logiques de concurrence, de compétition, le poids relatif de groupes des *siloviki*, des anciens du KGB, la complexité des relations patrons-clients et probablement sa fragilité. Olga Gille-Belova contourne l'obstacle de l'accès aux sources en analysant les débats au sein de l'élite politique sur la « modernisation autoritaire » sous la présidence de Dimitri Medvedev. Elle dessine ainsi un paysage complexe, où coexistaient visions autoritaire de la modernisation, libérale et conservatrice, qui engageaient des projets politiques distincts et des acteurs différents. L'article permet rétrospectivement de mesurer l'ampleur des changements intervenus en Russie depuis 2012, avec la fusion entre les deux discours non libéraux.

Ces textes donnent ainsi à voir une large palette des registres des relations entre business et État. Alors que le néopatrimonialisme renvoie à un contexte où le secteur privé était embryonnaire, comme le montre Bach, de nouveaux outils heuristiques

sont nécessaires pour penser de nouvelles configurations, par exemple celles dans lesquelles c'est le capitaliste, et non le chef d'État, qui est l'acteur principal.

Ce dossier contribue à un rééquilibrage en faveur des terrains postsoviétiques, en l'occurrence russe, biélorusse et centre-asiatique. Il s'agit donc non pas d'une comparaison à proprement parler, mais d'une confrontation d'un champ académique déjà largement constitué avec un terrain plus vierge et de l'ouverture d'un chantier, les spécialistes de l'ex URSS se voyant ainsi incités à se saisir de ces instruments élaborés sur les terrains africains. Les articles ici réunis illustrent la pertinence de la démarche et leur opérabilité pour analyser les systèmes politiques de l'espace postsoviétique. Ils témoignent de la grande diversité des cas empiriques qui complexifient l'équation entre néopatrimonialisme et développement, et de l'intérêt de certaines clarifications conceptuelles (néopatrimonialisme régulé, patrimonialisme de l'État ou dans l'État, etc.).

On peut regretter que certaines analyses ne soient pas exemptes d'explications culturalistes plus ou moins teintées d'historicisme (Barsukova parle d'un « enracinement culturel de la corruption » et Kinyakin avance que « les relations de clientèle sont inhérentes à la société russe »). Elles affaiblissent la démonstration en posant implicitement les limites de la valeur explicative de l'approche néo-wéberienne. En renvoyant sur la culture, ces formulations parfois maladroites font resurgir l'une des questions peu abordées dans ce dossier, à savoir celle des héritages. Leur prise en compte changerait probablement la nature de la comparaison entre États africains et États issus de l'État soviétique centralisé et redistributeur. Enfin, et c'est là un débat ancien, l'étude du néopatrimonialisme, en se focalisant sur les élites politiques, administratives et économiques, tend à laisser dans l'ombre des pans entiers des relations entre État et société. Elle peine ainsi à pleinement éclairer la question de la légitimité qui, dans certains textes, est assimilée de manière mécaniste à l'efficacité supposée des politiques publiques (Hout). Le risque est alors que le néopatrimonialisme soit sollicité en tant que concept, mais aussi au service d'une expertise visant à penser un bon art de gouverner conciliant impératif de modernisation, efficacité économique et autoritarisme politique. Dufy et Thiriou soulignent, à propos de la transitologie, le parallélisme entre les contextes politiques et les approches théoriques. Le même constat pourrait être fait concernant certaines réflexions développées dans ce dossier, qui attestent la dynamique de dépolitisation de l'État plus qu'elles n'en questionnent les rouages. Mais c'est que seules quelques-unes des pistes évoquées sont déjà explorées, les articles sont loin d'épuiser un programme d'une recherche qui s'annonce riche et féconde.

Alexandre SUMPFF, *La Grande Guerre oubliée : Russie, 1914-1918*, Paris : Perrin, 2014, 527 p.

Par Victor DEMIAUX

EHESS – CRH

En proposant une riche synthèse sur la Grande Guerre russe, Alexandre Sumpf vient combler une lacune historiographique particulièrement flagrante. À ce jour n’existait en effet aucun ouvrage de ce type en français. Il fallait jusqu’ici se contenter d’une bibliographie anglo-saxonne par ailleurs guère étoffée sur le sujet. Cette situation d’ignorance et d’oubli qui affecte le cas russe dans la Grande Guerre est générale. La mémoire de la Grande Guerre sur le front russe fut en effet d’emblée éclipsée, en Russie puis en URSS, par celle de l’année révolutionnaire de 1917. Le conflit y fut réduit, dans une perspective téléologique, au statut de simple antichambre d’une Révolution d’Octobre de toute façon inscrite dans la logique de l’histoire. L’hécatombe de la Seconde Guerre mondiale prit le relais de cette situation initiale pour recouvrir cette expérience d’une couche supplémentaire d’oubli. Le regain mémoriel dont bénéficie pourtant cette guerre depuis quelques années dans le sillage d’une redécouverte de la nation et du nationalisme sur les décombres de l’Union soviétique est encore loin d’avoir produit des résultats historiographiques suffisants pour faire de la Grande Guerre russe un champ du savoir aussi balisé qu’il peut l’être à l’ouest de l’Europe. Il faut être conscient de cette situation de départ pour rendre pleinement justice à un travail à qui l’on ne saurait reprocher de nous présenter une Grande Guerre russe moins chatoyante – si l’on peut dire – que celle que permettent de faire surgir pour le front occidental plusieurs décennies d’une historiographie qui a su renouveler ses objets d’une manière remarquablement dynamique.

L’ouvrage s’articule en trois parties (cette structuration n’apparaît pas dans la table des matières, ce qui peut obscurcir quelque peu l’organisation du propos à partir du chapitre 6). Après une présentation de la situation du pays au seuil du conflit et de son rôle dans le déclenchement de ce dernier, cinq chapitres traitent ainsi de la guerre même, avant que les quatre derniers n’en déploient toutes les conséquences. Même si celles-ci apparaissent évidemment déjà dans les chapitres précédents, ce mode d’exposition traduit bien le renversement historiographique qu’implique un récit qui n’est plus tout entier tourné vers la Révolution d’Octobre, mais dont la guerre devient le centre de gravité. Sont ainsi abordés l’effet corrosif de celle-ci sur les structures impériales ; le processus de délégitimation d’un État incapable de subvenir aux besoins nés de la guerre et qui subit la concurrence d’une société civile dont il se méfie par ailleurs ; ou encore le retournement de la violence de guerre vers l’intérieur du pays quand se déclenche la guerre civile. L’ouvrage recourt à tout le spectre des manières

d'aborder l'histoire de la Grande Guerre, depuis l'histoire diplomatique jusqu'à celle de la mobilisation culturelle en passant par l'expérience combattante, par les aspects économiques, par les pratiques et politiques d'occupation russes comme allemandes et par la sortie de guerre, ainsi que par la mémoire du conflit. Il offre de riches aperçus sur l'histoire des principales catégories sociales créées ou transformées par la guerre : réfugiés, mutilés, prisonniers, anciens combattants, femmes, etc. font ainsi l'objet de développements précis, chiffres et exemples constituant une mine d'informations précieuses. Pour ne prendre qu'un exemple, le lecteur familier du front occidental sera sans doute intéressé par la question des réfugiés telle qu'elle est abordée ici. Celle-ci frappe autant par l'ampleur des populations déplacées par la guerre que par les effets imprévisibles de ces mouvements venus des marges de l'empire et suscitant un sentiment d'altérité particulièrement marqué de la part de populations russes, dont ils cristallisent l'identité (p. 292), comme ils le font pour d'autres peuples de l'empire. Ces migrations semblent ainsi avoir joué un rôle clé dans le processus de nationalisation des Russes et d'érosion de la structure impériale.

L'ouvrage offre donc une vision d'ensemble de l'état du savoir sur le front russe. Tout en présentant les recherches les plus récentes sur le sujet, il permet de mesurer le différentiel historiographique existant entre ce dernier et le front occidental. La lacune est particulièrement visible au regard notamment d'un questionnaire d'histoire culturelle désormais solidement implanté dans le paysage historiographique international. Elle concerne au premier chef les sources. Sources de l'intime et témoignages qui existent bel et bien, nous dit l'auteur, mais qui restent le plus souvent hors de portée du chercheur, en l'absence d'un intérêt collectif qui aurait pu provoquer un phénomène de redécouverte similaire à celui dont la publication des cahiers de Louis Barthas constitua en France le déclencheur et qui s'est largement développé depuis les années 1980. Pour pallier le problème et proposer une lecture du conflit en termes d'expérience vécue, l'auteur utilise d'ailleurs ingénieusement quatre témoignages personnels auxquels le hasard a permis d'émerger. Un tel procédé n'a évidemment valeur que d'expérimentation et il faudrait à présent des études bien plus poussées pour comprendre comment combattants et civils russes se représentèrent la guerre, comment ils souffrirent et moururent, comment ils combattirent et comment ils portèrent le deuil. Du moins indique-t-il une piste à suivre, dont le caractère heuristique s'avère particulièrement net quand l'auteur relève l'abîme séparant l'attitude des proches des soldats tués en Russie et dans d'autre pays – en l'occurrence en Australie. Là où les populations qui ont été jusqu'ici les plus scrutées par les historiens manifestent un besoin très intense de connaître dans leurs moindres détails les circonstances de la mort de leurs proches, les civils russes font preuve d'une apparente indifférence. On sent bien qu'il faudrait ici une enquête fouillée d'histoire des sensibilités pour rendre compte de tels écarts dans les régimes émotionnels des populations belligérantes. Le repérage de telles différences est du moins propre à

invalider toute lecture naturalisante des réactions des populations face à l'expérience du deuil.

La comparaison entre front russe et front ouest est d'ailleurs un thème d'autant plus important qu'elle ne peut manquer de venir à l'esprit du lecteur même quand elle n'est pas formulée explicitement par l'auteur. Sumpf souligne les similitudes entre les deux fronts. Il évoque la ressemblance entre les expériences combattante et civile sur chacun de ces fronts. Il est vrai que bien des aspects abordés ici nous rappellent des choses bien connues à l'ouest : mobilisations militaire et culturelle, guerre de tranchées, occupation, réfugiés, embrigadement des enfants, etc. Mais s'en tenir à cette seule impression de similarité serait trompeur et c'est en tout cas à un examen poursuivi des différences qu'invite le panorama offert ici. L'évocation par l'auteur des « atrocités allemandes » l'illustre bien. Ainsi, la Russie connut avec les exactions perpétrées dans la ville de Kalisz un phénomène analogue aux « atrocités allemandes » perpétrées en Belgique et dans le nord de la France et dont John Horne et Alan Kramer ont montré qu'elles avaient joué un rôle capital dans le phénomène de cristallisation de la culture de guerre. Pourtant, Sumpf montre lui-même comment Kalisz eut en Russie même un écho moindre que les violences commises contre les civils sur le front occidental. Un tel exemple montre bien comment des ressemblances doivent être nuancées, voire analysées comme le résultat de circulations culturelles dont la Grande Guerre fut un catalyseur à l'échelle européenne.

C'est peut-être par la chronologie que l'on saisit le mieux la particularité de la Grande Guerre russe par rapport à l'expérience du front occidental. Sumpf aurait pu faire le choix d'arrêter son récit à la signature par les bolcheviks du traité de paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918) qui voit la Russie sortir formellement du conflit. Il prend au contraire le parti de traiter aussi la période de la guerre civile qui ne se conclut par la victoire des bolcheviks qu'en 1921, couvrant ainsi l'ensemble d'un « continuum de violences » (Peter Holquist) initiées en août 1914. Ce faisant, il illustre les tendances récentes d'une historiographie du conflit qui prend désormais en compte la façon dont les dynamiques mises en branle par la guerre continuèrent à travailler en profondeur les sociétés belligérantes bien au-delà de la signature de l'armistice. Mais il rend aussi compte du fait que le segment « 14-18 » n'est pas partout valide pour rendre compte de la Première Guerre mondiale et qu'il n'est en tout cas pas pertinent en Russie. Il est à cet égard notable que l'éditeur ait choisi de faire figurer dans le titre de l'ouvrage le fameux « 1914-1918 » qui ne correspond ni à la réalité de la guerre russe ni au choix historiographique de l'auteur. Ce détail est révélateur de la méconnaissance qui continue à frapper la guerre à l'est et de la difficulté d'ordre cognitif qu'implique pour le lectorat français la compréhension du fait que la Grande Guerre fut un phénomène pleinement européen et pour lequel la borne de 1918 n'a qu'une pertinence toute relative.

Sumpf présente son ouvrage comme une contribution à ce que devrait être une histoire véritablement européenne de la Grande Guerre, capable donc d'intégrer pleinement un front de 2000 kilomètres et la mobilisation de 15 millions de Russes. On ne pourra que saluer cette démarche alors que le centenaire a confirmé que ce conflit restait partout majoritairement appréhendé dans un cadre essentiellement national. Le livre présente à cet égard l'intérêt de rendre visible le front russe au grand public cultivé et aux spécialistes d'autres fronts de la Grande Guerre. Il rendra également service aux enseignants. Mais, plus qu'un essai prétendant fournir de nouvelles clés de lectures du conflit, plus qu'une synthèse définitive, on aura compris qu'il s'agit d'une invitation à travailler une histoire trop longtemps laissée en friche. Reste à savoir, pour faire écho à une question effleurée par Sumpf en conclusion, si l'on peut se contenter d'approcher le front russe à travers le seul questionnaire de l'historiographie internationale (et essentiellement occidentale) du conflit. Même si elle s'effectuait ainsi, peut-on imaginer que la redécouverte d'un pan aussi gigantesque de la Grande Guerre ne modifie pas profondément l'assiette de notre savoir sur ce conflit et reste sans impact en retour sur notre façon de comprendre et d'interroger l'expérience du front occidental ? Sans doute n'en avons-nous donc pas fini de retrouver la Grande Guerre.

Andrew WILSON, *Ukraine Crisis : what it means for the West*, New Haven : Yale University Press, 2014, 248 p.

Par Nataliya BORYS

Global Studies Institute, Université de Genève

Avant le conflit en Ukraine, les livres sur ce pays étaient plutôt rares en Occident. Parmi les nombreux ouvrages désormais publiés, l'ouvrage d'Andrew Wilson sort du lot. Exceptionnellement bien détaillé et bien écrit, il s'agit probablement d'un des meilleurs livres sur l'Ukraine, le Maïdan, la Russie et l'Europe contemporaine.

Wilson a déjà publié des ouvrages sur l'Ukraine⁴, la Russie⁵ et la Biélorussie⁶. Ses principaux sujets d'intérêt sont la politique comparative des processus démocratiques dans les pays postsoviétiques, et la corruption en tant que « technologie politique »⁷. Il collabore régulièrement avec plusieurs journaux et revues (*Independent on Sunday*, *The Wall Street Journal*, *The New York Times*, *The Economist*, *The Guardian* et *The South China Morning Post*, etc.).

Son livre est un compte rendu fascinant de la crise actuelle en Ukraine, qu'il appelle Maïdan 2.0 en référence au rôle important joué par les réseaux sociaux durant les événements (p. 66). Son ouvrage couvre la période allant des premières manifestations jusqu'au début de la guerre, en passant par la fuite de Viktor Ianoukovitch, l'annexion de la Crimée, le réseau de corruption en Ukraine. Il donne également un aperçu des réactions de la communauté internationale face à la crise ukrainienne. Selon lui, les protestations de 2013-2014 en Ukraine ne sont pas arrivées par hasard, mais sont une conséquence plus ou moins directe de crises plus globales, qui affectent l'Europe et le monde.

En effet, pour l'auteur, c'est le contexte mondial qui a provoqué la crise en Ukraine. La crise n'a pas commencé en 2013, mais bien avant, en 2008, dans « une Europe non achevée » (p. 2). Les protestations en Ukraine se sont déroulées sur fond de crise économique, politique et sociale en Union européenne. 2008 est l'année où tout a changé dans le monde : Poutine a cédé le pouvoir à Medvedev, la Russie et la Géorgie sont entrées en guerre, Lehman Brothers s'est effondré, annonçant une crise économique globale. Enfin, Barak Obama est élu président des États-Unis (p. 2). L'Europe est entrée dans une crise profonde, interne et multidimensionnelle : économique (la zone euro), diplomatique (l'OTAN et la guerre en Géorgie), environnementale et morale (p. 12). Depuis ses débuts, l'Union européenne a beaucoup changé : elle est devenue nationaliste et populiste, moins militaire et davantage postmoderne. Elle est devenue un espace de droit et de négociations transnationales, un « soft power » réalisant la « paix perpétuelle » d'Emmanuel Kant (p. 4).

Cette crise ukrainienne annoncée fut également un test pour les États-Unis, pour qui l'Europe de l'Est n'est pas la priorité de la politique extérieure. Elle pose également la

4 *The Ukrainians : unexpected Nation*, New Haven : Yale University Press, 2009 ; *Ukraine's orange Revolution*, New Haven : Yale University Press, 2005 ; *Ukrainian Nationalism in the 1990s : a Minority Faith*, Cambridge & New York : Cambridge University Press, 1997.

5 *Virtual Politics : faking Democracy in the post-Soviet World*, New Haven : Yale University Press, 2005.

6 *Belarus : the last Dictatorship in Europe*, New Haven : Yale University Press, 2011.

7 <<http://www.ecfr.eu/profile/C33>> (consulté le 20.08.2015).

question de l'influence russe dans des pays européens comme l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France, alliés ou non de la Russie, et que Wilson qualifie d'« idiots utiles » (p. 32).

Même si l'Ukraine est au cœur de cet ouvrage, une grande partie du livre est dédiée à la Russie, que l'auteur appelle « *Russia Putinesca* » (p. 19), ainsi qu'aux relations de ce pays avec l'Occident. Comme il le dit lui-même, « ce livre parle du futur de la Russie » (p. vii), mais aussi de ses mythes, réanimés par Poutine : l'humiliation historique et le complexe de persécution. À la différence de l'Europe postmoderne, la Russie, selon Wilson, s'est éloignée de son modèle d'empire multinational en devenant un État-nation, basé sur un pouvoir fort (« *hard power* ») et sur la manipulation (ch. 2). La Russie actuelle est une dictature postmoderne « qui utilise les faiblesses de l'Occident » (p. 7).

Wilson consacre une place centrale au rôle des réseaux sociaux dans les protestations. La révolution Maïdan 2.0 n'a été possible que grâce à Internet, et particulièrement à Facebook et ses groupes #Euromaidan et #Automaidan (p. 68). C'est à travers ces groupes que les internautes informaient les protestataires et organisaient l'aide pour le Maïdan. D'ailleurs, dans son livre, l'auteur exploite un grand nombre de données issues de Facebook, et ce bien plus que les sources traditionnelles. Même si les interventions sur Facebook ne sont pas forcément toujours fiables, dans l'ensemble, estime l'auteur, elles donnent une idée de la façon dont l'histoire s'est écrite en direct en Ukraine.

Selon lui, s'il y a eu un coup d'État en Ukraine, celui-ci n'a pas eu lieu à Kiev, mais en Crimée, ce qu'il développe dans son sixième chapitre. Enfin, dans « Yanukovych's Ukraine » (ch. 3) l'auteur détaille tout le système « des élites prédatrices » (p. 52). Il note avec humour que si Koutchma fonctionnait comme « un monarque européen avec ses barons, Ianoukovitch agissait comme un despote asiatique : il ne partageait pas le pouvoir » (p. 53). C'est ce qui a en quelque sorte causé sa chute, les oligarques l'ayant abandonné.

Si Wilson décrit les événements de Maïdan avec brio et virtuosité, il manque à ce tableau un passage sur la révolution « créative » et patriotique qui a véritablement secoué le pays. Alors que certains chercheurs qualifient cette révolution de postcoloniale⁸, les spécificités ukrainiennes ont marqué les protestations : une combinaison de résistance passive, d'occupation de l'espace public, de « rébellion cosaque » (p. ix.) et d'humour. Une véritable « renaissance patriotique » a déferlé sur le pays : les chemises brodées traditionnelles ont envahi les rues et les fêtes. Les bâtiments, les ponts, les monuments, des villages entiers ont été peints en bleu-jaune, les couleurs du drapeau ukrainien. La

8 Ilya Gerasimov, « Ukraine 2014 : the first postcolonial Revolution. Introduction to the Forum », *Ab imperio*, 2014, n° 3, pp. 22-44.

révolution ukrainienne s'est distinguée par ses slogans, ses banderoles humoristiques, ses flashmobs, ses groupes et les sites sur Facebook, par ses vidéos et par les dessins animés des internautes. Il est donc dommage que Wilson passe à côté de ce grand phénomène créatif, qui aurait mérité d'être étudié plus en détail.

Le discours de Wilson est celui d'un politicien occidental et d'un activiste pro-Maïdan. Il a d'ailleurs vécu ces événements en direct, à Kiev, où il se trouvait. Dès lors, il manque à son tableau les témoignages et les voix de « l'autre côté », en particulier des régions séparatistes. De même, l'auteur a laissé peu de place aux protestations dans les régions, qui ont joué un rôle important. Enfin, il aurait pu consacrer plus de place à l'« Antimaïdan ». Parfois, l'image des « titouchky »⁹ est caricaturale. En effet, selon l'auteur, les « titouchky » auraient participé à l'Antimaïdan uniquement pour l'argent (p. 78). Le Donbass, à la fois « passif et agressif », est dépeint en « Mordor¹⁰ criminel » (p. 123) dont les habitants, dans leur majorité, sont « agnostiques et indifférents à tout » (p. 124). Il ne ressort pas clairement de son ouvrage comment, dans de telles conditions, les séparatistes ont pu s'emparer du pouvoir dans ces régions. Son « imbroglio de l'Est » nous laisse sur notre faim, avec de nombreuses questions ouvertes.

Dans son ensemble, le livre de Wilson est un brillant compte rendu qui combine des sources inhabituelles pour nous présenter une histoire immédiate, située à mi-chemin entre le blog, le journalisme et le livre académique. C'est un guide fiable de ce qui s'est passé en Ukraine, qui donne des clés pour comprendre les conséquences de la crise ukrainienne au niveau régional et mondial. Ni la guerre ni la crise ne sont terminées à l'heure actuelle, l'avenir de l'État ukrainien n'est pas garanti. L'histoire de Maïdan, que de nombreux Ukrainiens appellent la révolution de la Dignité, reste encore à écrire. On compte sur Wilson pour compléter le tableau à l'avenir.

9 Le terme de « titouchky » (ukrainien : титущки) a été utilisé dans les médias ukrainiens et par les gens de la rue pour désigner des hooligans suspectés d'être payés par le gouvernement, ou encore des agents provocateurs s'en prenant aux manifestants du Maïdan. Le terme dérive du nom de Vadym Titouchko, qui agressa les journalistes durant les événements qui eurent lieu sur le Maïdan en 2013. Ce terme a été lancé par deux journalistes qui avaient été frappés à Kiev par un groupe de jeunes gens à la carrure athlétique. Pour plus de détails, cf. « From Maidan To Berkut : A Ukraine Protest Glossary », *Radio Svoboda*, December 04, 2013 (consulté le 20.08.2015), <<http://www.rferl.org/content/ukraine-protest-glossary-euromaidan/25190085.html>>.

10 Wilson se réfère à Mordor, c'est-à-dire une région de la Terre du Milieu, un univers hostile des Forces de mal, une région de fiction créée par J. R. R. Tolkien dans *Le Seigneur des anneaux*.

Harun YILMAZ, *National Identities in Soviet Historiography : The Rise of Nations under Stalin*, London & New-York : Routledge, 2015, 228 p.

Par Xavier HALLEZ

CETOBAC (EHESS), Paris

Harun Yilmaz, chercheur à Queen Mary University of London, publie ici sa deuxième monographie après un ouvrage paru en turc, *Rusya'da devlet merkezli sistem ve burokrasi (Le système étatique centralisé et la bureaucratie en Russie)* (2006). Il propose d'éclairer la construction nationale de l'URSS grâce à une étude des histoires nationales (« national narratives ») entre les années 1930 et l'immédiate après-guerre. Il opte pour deux axes principaux : l'écriture des manuels d'histoire et la mise en place d'un panthéon historique pour les nations socialistes. Son choix s'est porté sur trois des républiques constitutives de l'URSS : l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et le Kazakhstan.

L'introduction offre une présentation de la politique nationale soviétique et de l'évolution du discours historique durant la période étudiée. L'auteur rappelle avec justesse l'importance de l'idéologie internationaliste et du principe de classe, même si le discours national semble s'être imposé dans les faits : « In fact, the official ideology in the first communist state had always a paramount place in making decisions. Even pragmatic and hasty solutions had to be justified by ideological tenets » (p. 6). Les fondements de l'école de Pokrovski et les controverses historiques liées à l'évolution de la ligne du parti sont de même bien résumés. L'accent est notamment mis sur la figure du héros populaire en rébellion contre un pouvoir centralisé qui fut développée par Pokrovski et qui servit largement dans l'écriture des histoires nationales. L'auteur montre ensuite comment le concept de nation socialiste s'est construit dans le but de renforcer l'URSS et d'affirmer sa légitimité. Cette seconde phase s'exprima dans une territorialisation et une autochtonisation des nationalités titulaires corrélées à deux nouveaux paradigmes : la mission progressiste des États centralisés, en l'occurrence l'Empire russe, puis l'URSS, et le principe du « moindre mal » associé à la colonisation russe.

Toutefois, certains éléments de sa description sont moins pertinents et offrent une vision trop simplifiée des relations entre Moscou et les républiques nationales. L'affirmation, selon laquelle les identités nationales ont été construites par l'État stalinien, nie l'existence avant même la révolution de 1917 d'un discours sur soi et d'une vie politique intense au sein des différentes nationalités de l'Empire russe : « Nationalities policy under Stalin turned millions of peasants and nomads living within the Soviet borders into Russians, Ukrainians, Azerbaidjanis, Kazakhs and other nationalities » (p. 5). L'auteur semble négliger la part des nationaux dans l'élaboration des identités nationales. Le pouvoir soviétique ne les a pas inventés, mais a tenté de les

modeler avec l'objectif de les assimiler à son projet global. L'implication des nationaux dans l'écriture de l'histoire des républiques est pourtant largement soulignée. Harun Yilmaz décrit la prise de pouvoir des *vydvyžency* (nouvelle génération formée sous le régime soviétique) dans les milieux académiques sans poser la question de leurs origines, du contenu de leur formation et de leurs références culturelles.

Un des intérêts de ce livre est la mise en corrélation des contextes intérieur et international qui est loin d'être fréquente dans les études sur la politique nationale soviétique. L'attention est tout particulièrement portée sur l'évolution politique parallèle en Turquie et en Iran dans le cas de l'Azerbaïdjan et sur les discours développés en Allemagne et en Pologne pour l'Ukraine. L'articulation entre l'évolution du discours historiographique soviétique et le contexte international éclaire les choix faits dans ces républiques pour l'écriture des histoires nationales. L'analyse la moins pertinente concerne le Kazakhstan dont le cas n'est pas associé à des événements extérieurs.

Le héros choisi pour incarner l'histoire nationale de l'Azerbaïdjan fut Babak (IX^e siècle), à qui fut adossée l'image d'une identité non-turke et pré-islamique. Le pouvoir soviétique cherchait à éloigner l'Azerbaïdjan à la fois de la Turquie et de l'Iran, qui étaient également entrés dans un processus de nationalisation de leur histoire. L'Ukraine opta pour Bogdan Khmelnytsky (XVII^e siècle) qui fut présenté comme un héros anti-polonais, voire panrusse. Une fois encore, le Kazakhstan se singularise par la difficulté à faire émerger un nom particulier. La figure du héros national s'incarna plutôt dans la catégorie des *batyr* (titre acquis après des actes considérés comme héroïques) qui s'illustrèrent par leur combat contre la colonisation russe. L'ouvrage décrit l'évolution de la représentation de ces figures héroïques dans l'imaginaire des trois nationalités considérées et la discussion idéologique sur le bienfondé de ces choix.

La rédaction des manuels d'histoire nationale débuta dans la deuxième moitié des années 1930 à l'initiative du pouvoir central qui créa une commission spéciale présidée par Jdanov. Le travail s'effectua sous la supervision du bureau d'agitation et de propagande du parti dans chacune des républiques. Les héros nationaux y gardèrent leur place en tant que garants de l'unité nationale, mais l'objet de ces manuels était d'asseoir la territorialisation des nationalités et d'assurer la cohésion de l'ensemble soviétique. Dans le cas de l'Ukraine, le pouvoir soviétique chercha à contrecarrer la propagande allemande sur l'infériorité des Slaves et la légitimité du *Drang nach Osten*, en démontrant l'existence d'une identité mono-ethnique slave orientale, partagée avec les Russes et les Biélorusses depuis la préhistoire et l'antiquité. L'unité ukrainienne devient un élément de la propagande soviétique à la fin de la guerre : l'Armée rouge permettait l'unification de toutes les terres ukrainiennes, telle qu'elle était rêvée par les historiens nationalistes. Cela justifia les annexions de territoires à l'URSS au travers d'une histoire forcément nationale. En Azerbaïdjan, l'effort porta aussi sur la mise en évidence de racines anciennes et d'une continuité historique

entre tous les peuples ayant vécu sur le territoire azéri. L'autre facette était l'amitié et la fraternité entre les peuples de Transcaucasie et leur action commune contre les envahisseurs étrangers.

La Seconde Guerre mondiale impliqua de valoriser l'héroïsme et la lutte contre des ennemis extérieurs. Les publications sur ces thèmes se multiplièrent pendant la guerre à l'initiative des républiques. Le choix se porta sur l'utilisation de héros et de thèmes nationaux pour renforcer le patriotisme. Il était crucial que les Soviétiques non-russes ne perçoivent pas la guerre comme étant essentiellement russo-allemande. Harun Yilmaz insiste sur la volonté du pouvoir central soviétique de laisser un champ pour la création de nations socialistes non-russes : « Neither the rehabilitation of Russian nationality and Russian culture nor Russocentric history writing prevented the construction of national histories on the union-republics. Indeed, despite widely prevalent historical Russocentrism, the Soviet state vociferously argued at the time that every Soviet nation was a historical nation, and had to be clearly presented as such. The gradually emerging Russocentrism only influenced the formulation of fraternal relations between Russians and other Soviet nations in these national histories » (p. 171). Moscou intervint dans l'écriture de l'histoire nationale à chaque fois que la politique étrangère l'imposait.

L'auteur mentionne le combat idéologique qui éclata à nouveau à la fin de la guerre autour du fondement internationaliste du marxisme-léninisme et de la tension entre Russes et non-Russes. Autant le russocentrisme put être dénoncé, autant certaines histoires nationales furent accusées de ne pas suivre une ligne marxiste. L'analyse de ce nœud important n'est toutefois pas plus approfondie. La question de la position des Russes par rapport aux autres nationalités de l'URSS ne fut en effet jamais réellement résolue. La nation russe fut qualifiée à la fin des années 1930 de grande et de première parmi des égales, mais elle n'était la nation titulaire d'aucune république. Le refus des leaders bolcheviks de lever l'ambiguïté au moment du débat sur la création de l'URSS en 1922 laissa toujours en suspens cette question.

Ce livre donne quelques clés pour saisir les biais de l'écriture de l'histoire sous le régime soviétique, qui ont perduré après l'indépendance des trois pays en 1991. Les histoires nationales ou « national narratives » produites sous l'ère stalinienne restent en partie actives peut-être du fait qu'elles sont concomitantes de la construction des nations socialistes, dont les nouvelles républiques ukrainienne, azerbaïdjanaise et kazakhstanaise sont les héritières. Les figures historiques mentionnées sont le plus souvent les mêmes, mais leur rôle et leur place dans le panthéon national ont été réinterprétés en fonction du contexte politique.